

L'insolente croissance du Portugal inflige un camouflet au culte de l'austérité de Merkel et Bruxelles

huffingtonpost.fr/pascal-de-lima/l-insolente-croissance-du-portugal-inflige-un-camouflet-au-culte-de-l-austerite-de-merkel-et-bruxelles_a_23336858

Pascal de Lima

January 19, 2018



Gargolas via Getty Images

Dans une rue de Porto, au Portugal.

Longtemps le modèle de référence en Europe a été le modèle allemand. Bruxelles en a fait régulièrement l'apologie, notamment en raison de l'exceptionnel excédent budgétaire allemand, de la dynamique de sa dette, de ses réformes permettant une exceptionnelle compétitivité. Bruxelles s'est souvent appuyé sur ce modèle pour faire pression sur les États.

Historiquement, ce modèle repose sur les réformes hétéroclites de l'épopée du Chancelier Schröder pour dépasser la crise des années 1990 en Allemagne. Réformes de l'assurance maladie, célèbres lois Hartz, accords de compétitivité dans les entreprises ont propulsé l'Allemagne vers l'idéal de l'économie de l'offre. L'abaissement des charges des entreprises et la hausse de la TVA ont déplacé la pression fiscale. En parallèle à cela, c'est tout le poids de l'Etat qui a été nettement diminué. Ce modèle qui repose finalement sur les entreprises, on le trouve en Autriche, aux Pays-Bas mais aussi... en Italie du Nord. Ces politiques pro-entreprises ont connu leur apogée en Europe entre 2005 et 2011, date à laquelle, en particulier, la croissance allemande a été maximale.

Mais qu'à cela ne tienne, l'Allemagne s'est essouffée en 2013-2014 avec une croissance, certes, toujours positive. Un fait notable et loin d'être anodin, le taux de croissance du Portugal est passé au-dessus de celui de l'Allemagne en 2015-2016 et ce sera le cas probablement en 2017. Si les excédents commerciaux inquiètent toujours Bruxelles, l'Allemagne aujourd'hui interroge.

L'influence de l'Allemagne sur les politiques d'austérité en Europe a atteint ses limites. Car la locomotive de l'Europe ne roule désormais plus qu'à petite vitesse, en termes de croissance du PIB et de croissance des exportations, un comble!

Pas de réforme structurelle du marché du travail pour assouplir les droits des salariés, pas d'abaissement de la protection sociale, pas de programme d'austérité comme celui du gouvernement antérieur de droite. Au contraire.

Car pendant ce temps, le petit poucet de l'Europe, longtemps décrié par Bruxelles, vient bouleverser les grandes certitudes sur les bonnes politiques amères à mener en Europe. Il s'agit du Portugal. Il y a un peu plus d'un an en juillet 2016, la Commission européenne entamait une procédure pour "déficit excessif" contre le gouvernement de Lisbonne. Mais depuis, le Portugal a réduit son déficit à 2,1% en 2016 et devrait le ramener à 1,5% cette année quand on peine en France à passer en-dessous de la barre des 4%.

Après une période historique de privatisations forcées pour obtenir les prêts de la Troïka, c'est finalement la coalition de gauche entrée au pouvoir en 2015 qui allait inverser les choses, mettant Bruxelles dans un grand embarras.

Car le modèle économique portugais qui dépasse les taux de croissance allemand aujourd'hui est totalement contraire à celui prôné par Bruxelles. Depuis 2015, la croissance réelle du Portugal s'est nettement redressée après des années noires, celles de la Troïka, durant lesquelles les taux de croissance étaient même négatifs de 2011 à 2013. Aujourd'hui, les taux de croissance du Portugal dépassent ceux de l'Allemagne. Si le taux de chômage frôlait les 17% avec les politiques d'austérité en 2013, celui-ci a décliné fortement depuis 2015 pour atteindre 8% en 2017 selon toute probabilité. Une baisse remarquable, du jamais vu. Le Portugal bénéficie également d'une forte reprise de la consommation depuis 2 ans, jointe à un excédent de la balance des biens et services. Les investissements productifs en pourcentage du PIB se rapprochent même de ceux de l'Allemagne, c'est à dire 16,5% contre 20% pour l'Allemagne. Avec une amélioration continue du capital humain, on observe également une belle chute des crédits au secteur privé quand l'épargne est en hausse constante depuis deux années. L'inflation quant à elle est totalement maîtrisée, même plus basse (1,3%) qu'en Allemagne (1,6% en 2016). Certes la dette portugaise avoisine les 146% contre 68% en Allemagne, mais elle diminue depuis deux ans. Les politiques de demande ne sont donc pas systématiquement des politiques d'accroissement de l'endettement. Par ailleurs les taux d'intérêt à long terme se situent à 3,2% en 2016 contre 0,09% en Allemagne. En 2015 et 2016 ce sont les plus bas qu'ait connus le pays depuis 2010 avec la nouvelle coalition de gauche arrivée en 2015.

Le gouvernement n'a pas lésiné sur le plan de relance du pouvoir d'achat.

Car la réussite du modèle portugais ne provient pas vraiment des politiques de l'offre mais au contraire des politiques de demande: pas de réforme structurelle du marché du travail pour assouplir les droits des salariés, pas d'abaissement de la protection sociale, pas de programme d'austérité comme celui du gouvernement antérieur de droite qui avait notamment gelé le salaire minimum et les pensions de retraite, augmenté les impôts et tout cela sans aucun effet notable sur l'économie. Au contraire, on a assisté en parallèle à une hausse de la pauvreté.

Ici, rien de tel: le salaire minimum a été augmenté en 2016 puis en 2017. En parallèle à cela nous avons assisté à une baisse des cotisations employeurs de 23 à 22%. Enfin, le gouvernement n'a pas lésiné sur le plan de relance du pouvoir d'achat: hausse des retraites et allocations familiales, renforcement du droit du travail, baisse des impôts pour les salaires les plus modestes, arrêt net des privatisations... Pour clore le tout, le Portugal a compris qu'il ne servait plus à rien d'essayer de concurrencer les pays de l'est à bas coûts, donc, on est monté en gamme, dans l'industrie et dans le tourisme. Un point dont la France devrait s'inspirer: la montée en gamme du pays et des politiques de stimulation de la demande, conjointement à un simple abaissement des charges des entreprises.

Lire aussi :

- [En 2018, les réformes de Macron bénéficieront surtout aux "2% les plus riches" selon une étude](#)
- [Pourquoi il ne faut pas se réjouir trop vite de la reprise économique tant attendue](#)
- [4 problèmes que pose le contrôle des chômeurs](#)
- [Pour suivre les dernières actualités en direct sur *Le HuffPost*, cliquez ici](#)
- [Tous les matins, recevez gratuitement la newsletter du *HuffPost*](#)
- [Retrouvez-nous sur notre page Facebook](#)

À voir également sur *Le HuffPost*: